

SOMMAIRE

EDITO

PAGE 3



L'État à nu, par Bruno Delaval, directeur régional de l'Uriopss
Nord - Pas-de-Calais

VIE ASSOCIATIVE

PAGE 4



Une nouvelle gouvernance intervention de Bruno Delaval

LES ATELIERS

p 8 à 23



PAGE 8

La santé, un nouveau meccano pour lutter contre les inégalités

PAGE 13

Jeunesse, enfance, famille, jeunes aujourd'hui et changements dans la protection de l'enfant

PAGE 16

Les personnes en situation de handicap, la désinstitutionnalisation comme recours

PAGE 19

Insertion, lutte contre les exclusions, évolution des vulnérabilités sociales et économiques

PAGE 22

Les personnes âgées, pour lutter contre les ruptures : le parcours de vie personnalisé ?

A PROPOS

11



EN DIRECT DE LA DOC

21



ANNONCEURS

2^e, 3^e de couverture, 15, 18



LES FORMATIONS

24



Bruno
Delaval
directeur
régional



L'Etat à nu

L'État s'interroge sur son devenir... et le Gouvernement engage une revue des missions de l'État. L'objectif est de rendre plus lisible, plus efficace son action et de faire évoluer ses missions dans le territoire... pour aboutir en 2015 à un séminaire gouvernemental.

Le Nord pour l'État, le Nord - Pas-de-Calais pour l'ARS ont été tirés au sort et les consultations sont lancées sur des thématiques concernant les activités des associations... La DRJSCS et l'ARS animent les travaux, et ce dans un délai très court afin de rendre la copie pour le 31 décembre. Notons parmi les vingt-trois thèmes de consultation locale ceux retenus pour la région :

- conforter et simplifier la démarche de contractualisation dans les CPOM en conventions tripartites (ARS),
- la contractualisation avec les établissements de santé et le financement de pilotage stratégiques des établissements et autres services de santé (réseaux, centres et maisons de santé/ARS),
- la mission d'inspection, exercée au niveau territorial, favorisant le contrôle et le conseil au second niveau. C'est-à-dire favoriser les délégations accordées aux organismes porteurs de politiques publiques.

Invitée à chacun de ces temps forts, l'Uriopss participera aux débats.

Pourquoi ces consultations ? Les évolutions politiques, administratives et financières modifient les relations entre l'État et ses partenaires. Aussi, une nouvelle vision de l'action actuelle de l'État s'impose.

Dans ce sens, les présidents et directeurs des Uriopss, réunis le 2 décembre, ont échangé avec la mission IGAS en charge d'un rapport, demandé par le Premier ministre, sur l'impact de la réforme territoriale sur l'État et son organisation.

L'attendu est que l'État et l'ARS se positionnent comme stratège avec un changement de posture, tout en garantissant la qualité et la sécurité des usagers. Cette démarche étant « organisée » en renforçant la responsabilisation des acteurs. Trois axes de travail sont retenus : l'État expert, l'État garant des sécurités, l'État garant de la cohésion économique et sociale.

De son côté, la secrétaire d'État en charge du handicap a lancé le projet Impact « *Innover et moderniser les processus MDPH pour l'accès à la compensation sur les territoires* ». Cette expérimentation est menée dans le Nord - en lien avec trois administrations centrales -. Les objectifs poursuivis sont simplifier et personnaliser le parcours des usagers ; améliorer les délais de traitements.

Lors de notre précédent numéro, nous avons abordé le processus « Agile ». Deux axes qui sont en jeu : faciliter les processus décisionnaires et repenser le rôle de l'État comme un nouveau stratège des politiques sociales territorialisées.

Un nouveau modèle de l'État... et de ses agences reste à construire.